

VIVRE ICI EN VENANT D'AILLEURS Le Locle compte un conseiller général POP africain depuis le 5 juin 2016. Arrêt sur le parcours de cet Ivoirien de 52 ans.

Un pont entre immigrés et autorités

ANNE ONIDI

Au départ, il a plutôt pris sa candidature comme un amusement. Puis les résultats sont tombés, révélant son score, étonnamment bon pour une première. «Le Locle, c'est mon luck!», lâche-t-il en rigolant. Impossible de résister à ce jeu de mot (luck signifiant chance en anglais) lorsqu'il est prononcé avec une diction aussi expressive. La surprise passée, Cyprien Baba mesure pourtant vite le poids de la responsabilité qu'il s'approprie à endosser. Lorsque, un mois plus tard, il défile au milieu des autorités à l'occasion des Promos de la ville, sa figure atypique attire les regards. Et ils sont nombreux, ces hommes et ces femmes, des immigrés principalement, à venir lui parler spontanément. Autant de personnes et bien d'autres qu'il s'agit de servir et non pas de décevoir.

«De la politique, j'en faisais déjà»

Or, pas de doute, servir l'autre est une véritable nature chez lui. En Côte d'Ivoire, pays qu'il a quitté en 2009 pour rejoindre celle qui allait devenir sa femme, il a œuvré durant 17 ans comme professeur de lettres modernes. Tout en menant des combats parfois titanesques – jusqu'à 10 heures de discussions enflammées! – pour défendre les droits des enseignants au sein de leur syndicat. A peine débarqué au Locle, sa

riche expérience, son niveau d'instruction élevé, son esprit curieux attirent les associations africaines de La Chaux-de-Fonds qui l'enrôlent illico presto. Lorsqu'en 2010, il ouvre avec sa femme la première et toujours unique épicerie exotique du Locle baptisée Saveurs d'ailleurs, la clientèle se familiarise avec sa personnalité ouverte et avenante. «Nous accueillons des Africains, bien sûr, mais aussi des Pakistanais ou des Sri Lankais, par exemple», tient-il à souligner. C'est dans ce lieu exigu, au fond duquel trône une table ronde et des chaises, qu'il écoute, conseille, oriente et aide des membres de la communauté étrangère depuis plusieurs années. «Quand on m'a demandé si je voulais me lancer en politique, je me suis dit: pourquoi pas? C'est quelque chose que je fais déjà.»

Au secours, une interpellation!

Baba, «papa» dans sa langue d'origine: un nom de famille qui le prédestinait peut-être à prendre les gens sous son aile. Pourtant, loin de se considérer omniscient, il voit ce premier mandat comme une occasion unique d'apprendre. Pour cela, il pose des questions et lit beaucoup, avec une soif de connaissances insatiable. Il estime à une heure, voire une heure et demie le temps qu'il consacre quotidiennement à sa fonction de conseiller général. Cela en plus de son emploi à plein



Ivoirien de 52 ans, Cyprien Baba est conseiller général POP au Locle. DAVID MARCHON

temps, des moments partagés avec sa famille – constituée de quatre enfants – et des coups de main qu'il donne encore parfois au magasin. Des occasions d'apprendre, ces huit mois d'activité politique n'en ont pas manqué. Mais la plus

marquante reste cette première séance du Conseil général où il entend parler d'interpellation. «J'ai eu peur! Chez nous, ce sont les arrestations policières qu'on qualifie ainsi!» En plus du vocabulaire, il se familiarise avec une autre manière de pratiquer la politique: «Ici on privilégie la négociation et non le bras de fer.» Tout en apprenant la planification.

Et lui, qu'apporte-t-il à la vie locloise? Modestement, il confie du bout des lèvres ajouter une petite touche joviale qui détend l'atmosphère. Ce que confirme Denis de la Reussille, conseiller communal POP de la ville, tout en mettant en avant des qualités importantes: «Cela peut surprendre, mais Cyprien nous apporte sa rigueur et il nous ramène à un militantisme plus pratique, qui concrétise sur le terrain. C'est un apport vraiment précieux pour nous.»

Cette rubrique est soutenue par le Service neuchâtelois de la cohésion multiculturelle. Ce témoignage est le premier portrait d'une série consacrée aux immigrés élus et non élus aux élections communales.

Lutter contre les inégalités à l'école

En Suisse, des études montrent que l'origine et la classe sociale sont des facteurs qui influencent la réussite scolaire des enfants. Parce qu'il est lui-même immigré, qu'il est père et qu'il est enseignant, Cyprien Baba a pour préoccupation principale de combattre ces inégalités. «Les parents immigrés ont des emplois pénibles qui ne leur offrent pas le temps matériel de suivre la scolarité de leurs enfants. Les horaires de travail irréguliers comme le 3 x 8 n'aident pas

non plus. En enseignant ici, j'ai pu constater que les enfants d'immigrés doivent fournir plus d'efforts pour y arriver.»

Une problématique qu'il va exposer en mai à des parents lors d'un événement organisé par la Communauté africaine des Montagnes neuchâteloises.

Par ailleurs, il s'investit en tant que mentor pour Alter Connexion, un programme d'insertion pour les jeunes en situation de rupture scolaire et professionnelle. ●

LA CÔTE D'IVOIRE EN BREF

SUPERFICIE: 322 462 km² (huit fois la Suisse).

POPULATION: Près de 24 millions d'habitants.

CAPITALE: Abidjan.

CHEF DE L'ÉTAT: Alassane Ouattara.

HISTOIRE: Ancienne colonie française, la Côte d'Ivoire a connu de nombreux rebondissements depuis son indépendance en 1958. A une phase de croissance économique jusque dans les années 1980, succède l'émergence de mouvements contestataires face à un parti politique unique, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire. Acteur important de cette contestation: le Front populaire ivoirien (FPI), mené entre autres par Laurent Gbagbo (président de 2000 à 2011) Idéologiquement, le FPI est comparable au Parti socialiste français. Même s'il a apporté des améliorations notables au pays (gratuité des écoles, abolition de la censure), Laurent Gbagbo ne jouit pas d'une image immaculée. Il fait l'objet d'un procès à la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité depuis une année. La date de l'issue est indéterminée, mais est estimée à trois ans en tout.

STATISTIQUES: 140 personnes d'origine ivoirienne résident dans le canton de Neuchâtel.

Sources: Confédération suisse et encyclopédie Larousse.



VOTATION CANTONALE L'Hôpital du Jura bernois dénonce des «propos contraires à la vérité» le concernant.

Echanges musclés par-dessus la frontière hospitalière

Hier à Moutier, à l'occasion de la conférence de presse de bilan de l'Hôpital du Jura bernois (HJB), le directeur, **Dominique Sartori** (photo archives Bist) a dénoncé «les attaques calomnieuses» de la présidente du conseil d'administration de l'Hôpital neuchâtelois (HNE), Pauline de Vos Bolay. Lors d'une récente conférence publique à La Chaux-de-Fonds, «elle a prétendu que l'HJB n'était pas un établissement formateur, que la nuit, à Saint-Imier, il n'y avait que des mé-



decins assistants, et que la majorité de notre corps médical était formée de médecins agréés (médecins économiquement et professionnellement indépendants, qui ne travaillent qu'un jour ou deux à l'hôpital). Or, c'est non seulement contraire à la vérité, mais c'est offensant pour nos collaborateurs et cela déstabilise la population», a lancé le directeur.

Pauline de Vos Bolay (photo Christian Galley) s'interroge: «Je ne comprends pas comment M. Sartori peut rectifier des propos prononcés lors d'une soirée ou ni lui, ni aucun membre de la direction de l'HJB n'étaient là. Et M. Sartori ne

m'a pas contactée pour me demander ce que j'avais vraiment dit lors de cette soirée.»

Sur le fond, en quoi est-ce diffamatoire d'indiquer, par exemple, que «l'HJB dispose de 30 postes équivalents plein-temps de médecins assistants, dont 14 à Saint-Imier, alors que l'HNE en a 180?» Pauline de Vos Bolay n'a par ailleurs jamais prétendu que «la majorité» du corps médical de l'HJB est formée de médecins assistants. «En revanche, comme l'indique son site internet, sur 51 mé-



decins de l'HJB, 16, soit un tiers, sont des médecins agréés.» A titre de comparaison, cette proportion est de 5% pour l'HNE: «Le modèle de gestion est donc différent».

Dominique Sartori a jugé aussi totalement inacceptable une vidéo de l'HNE comparant l'Hôpital de Couvet, dans le Val-de-Travers, qui est un centre de traitement et de réhabilitation, avec «l'Hôpital de Saint-Imier, établissement de soins aigus qui dispose de la présence d'une équipe chirurgicale et d'une unité de surveillance continue 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Face à de telles attaques, nous nous devons de

réagir, de rétablir la vérité, afin de défendre les intérêts de notre établissement, de notre personnel et de nos patients!»

Ce document, répond Pauline de Vos Bolay, «indique que l'HNE sur ses trois sites de Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds et Couvet, traite 44 000 urgences par année, et que la masse critique de Saint-Imier correspond à peu près à celle de Couvet. Je ne vois là aucune 'attaque' contre l'HJB. C'est juste d'un constat». Elle constate enfin l'engagement important de la direction de l'HJB dans la campagne en cours. «M. Sartori a participé à des conférences des partisans de

l'initiative, en présentant les vertus de son modèle de gestion, et ce dans un contexte de campagne difficile.» C'est, estime-t-elle «faire fi des différences en matière d'endettement et de marge de manœuvre dont dispose l'HNE d'un côté, l'HJB de l'autre. Mais je ne peux que me réjouir pour l'HJB d'avoir moins de l'un, et plus de l'autre.»

Côté chiffres, l'HJB se porte bien. Les comptes 2016 bouclent avec un bénéfice de 1 million de francs. Le nombre de séjours hospitaliers s'élève à 5141 et le nombre de naissances à 372, en hausse de 0,8% par rapport à l'année 2015. ● **LBV - RÉD**